

PERSPECTIVE FÉMINISTE GLOBALE SUR LA PANDÉMIE : QUELLE « NORMALITE » ATTENDONS-NOUS À LA FIN DE LA CRISE ?

En pleine pandémie du COVID-19 et des mesures prises par les États pour prévenir sa propagation, le Réseau Européen des Femmes Migrantes (ENoMW) voudrait offrir une analyse sur certains aspects¹ de cette crise, d'un point de vue féministe global.

FEMMES ET FILLES DEMANDEUSES D'ASILE EN PLEINE ÉPIDÉMIE

Au début de l'épidémie, le Centre Européen pour la Prévention et le Contrôle des Maladies (ECDC) a publié une [liste de mesures](#) pour « aider à combattre le COVID-19 ». Pratiquement aucune d'entre elles ne pourrait être appliquée dans les hébergements où la majorité des réfugiées vivent actuellement. La désinfection fréquente des mains - une étape parfaitement simple est impossible à mettre en place dans les installations pour réfugiés, du fait que la majorité des installations n'ont pas suffisamment d'eau propre, de salles de bain ou de savons. L'ECDC conseille de « rester à la maison ou dans un endroit désigné, dans une pièce isolée, dédiée, adéquatement ventilée et en utilisant préférablement des toilettes privées », « éviter la foule », « distanciation sociale », tout ceci est impossible à faire parce que les réfugiées sont surtout entassées dans des pièces

¹ Il existe d'autres aspects de la crise, tels que le droit économique des femmes, le racisme, le handicap ou les femmes en prison, que ce papier ne couvre pas.

dépassant leur capacité d'accueil. « Avoir assez de nourriture pour 2-4 semaines » est aussi impossible pour les réfugiées qui n'ont pas de place pour stocker la nourriture, nulle part où l'acheter et pas d'espace pour la ranger. Elles ne peuvent pas non plus « activer leur réseau social » qui pourrait être mort, disparu ou dans un autre pays.

Diverses initiatives émanant de la société civile et [le Comité LIBE du Parlement Européen](#), ont déjà mis en avant la « dimension réfugiés et migrants » de la pandémie. Cependant, aussi pénible que cela puisse être pour chaque réfugié dans ce genre de situations, en particulier pour les jeunes filles et les femmes - qu'elles soient coincées à la frontière Gréco-Turque, dans le système 'Direct Provision' en Irlande, ou les 'points-chaud' en Italie - la situation actuelle est objectivement pire que ce que la plupart d'entre nous peut imaginer. Ne disposant déjà pas d'espaces sûrs et séparés par sexe qui permettraient aux femmes de subvenir à leurs besoins de base à l'abri du regard masculin et du harcèlement, sans intimité pour changer leurs serviettes hygiéniques, donner le sein à leur bébé ou prendre une douche - déjà soumises à des violences sexuelles de la part des hommes, incluant des viols collectifs et des mariages forcés - les femmes dans les camps devront également assumer la charge de prendre soin des malades, d'atténuer le risque d'infection et de médier lors de nouveaux conflits et de la violence masculine qui augmente inévitablement en pleine crise.

LES FEMMES ÂGÉES

« Les rapports faisant état de personnes âgées abandonnées en maisons de retraite ou de corps trouvés dans des

maisons de santé sont alarmants. Ceci est inacceptable, » [a dit Rosa Kornfeld-Matte](#), Experte Indépendante des NU sur la jouissance de tous les Droits Humains par les personnes âgées. Elle faisait référence aux rapports en provenance d'Europe.

Nous avons toutes entendu que « SEULS les seniors sont le plus à risque », « l'issue fatale est élevée UNIQUEMENT pour les plus de 70 ans », beaucoup trop sont morts, « MAIS ils étaient en majorité vieux ».

Toutes ces déclarations ont mis en évidence un étrange, bien que peu surprenant, mépris envers les personnes plus âgées. Dans le vieillissement, pourtant, la jeunesse a fixé la société que l'Europe est devenue, où tous, des médias en passant par les mouvements féministes glamourisent 'la jeunesse', et où les personnes jeunes elles-mêmes ont été la cible des doctrines libérales sur libre choix et l'autonomisation individuelle. Dans cette pandémie, les personnes âgées ont été converties au mieux en « indésirables », au pire en « jetables ». Alors que quelques initiatives ont été mises en place, telles que les heures de course et la livraison de nourriture pour les personnes âgées et vulnérables, celles-ci ont été des mesures « additionnelles » dans ce contexte de « la survie du plus fort ». Ce contexte signifie que les capables, les mobiles et les riches font les courses dans la panique, et sortent de manière irresponsable tout en étant rassurés par le message « ce sont SEULEMENT les personnes âgées qui seront tuées par le COVID-19 ».

La catégorie des « Seniors » est néanmoins abstraite, spécialement dans l'Union Européenne pour qui « jeune » est toute personne en dessous de 35 ans. [Les femmes vivent plus longtemps que les hommes](#), du moins en Europe, et elles représentent [55% des personnes âgées de plus de 60 ans, 64% des plus de 80 ans et 82%](#) des centenaires. Ces femmes ont

survécu aux hommes, mais elles font aussi partie des plus pauvres, avec des problèmes cardiaques chroniques et souvent elles vivent seules, ayant pris soin de leurs maris décédés ou de leurs familles. Peut-on assumer que ce sont ces femmes que l'on devrait laisser mourir quand les docteurs doivent [choisir les patients avec les meilleures chances](#) de survie ou les personnes [qui ont une famille pouvant prendre soin d'elles](#) une fois qu'elles auront quitté l'USI ?

LA PANDÉMIE DE LA VIOLENCE MASCULINE

Si nous devons retenir quelque chose de l'histoire c'est qu'en temps de crise - quelle que soit la crise - ce qui explose après c'est la violence des hommes. Dans les sociétés modernes où l'accablante majorité des fusillades de masse et des violences de gang sont commises par des hommes, nous devrions savoir que cette pandémie peut enclencher une vague de violence, commise par des hommes incapables de gérer les conséquences psychologiques, financières et sociales de la crise. Celles d'entre-nous avec une expérience dans les zones de guerre et les zones affectées par une catastrophe naturelle, savent pertinemment que l'effondrement de la stabilité sociale peut libérer les vagues de violence masculine apparemment sans rapport avec cet effondrement. Les premières cibles de cette violence étant les femmes.

Du travail sur les migrations, nous savons aussi que les femmes s'adaptent plus vite aux changements, elles montrent une plus grande résilience, plus de flexibilité et sont psychologiquement mieux préparées à gérer la perte de statut ou de revenu. Après tout, beaucoup d'entre-nous ont été entraînées à accepter notre statut de « deuxième sexe » depuis l'enfance. Les hommes, d'un autre côté, sont souvent

incapables de gérer la perte de contrôle, le rejet ou l'instabilité financière. Le taux de suicide global chez les hommes, comparé à celui des femmes, est révélateur. En période de crise sanitaire comme celle que nous vivons, avec des conséquences psychologiques à grande échelle inévitables, la proportion d'hommes inaptes à gérer de pareilles conséquences augmente également à grande échelle. Et pendant que beaucoup d'hommes et de femmes sont enfermés à la maison et le risque de violence masculine intime est réel, le risque de réactions masculinistes en masse face à la crise est lui aussi réel.

De nombreux groupes féministes, ainsi que [le Comité GREVIO](#) et [la rapporteuse spéciale des NU](#) sur la violence à l'égard des femmes, ont déjà attiré l'attention sur les dangers du confinement pour les femmes. Le domicile est un endroit où nous sommes le plus susceptibles d'être agressées sexuellement, battues et assassinées par des hommes. Compte tenu de [ce fait statistique](#), toute mesure conseillant ou exigeant aux femmes de rester à la maison est problématique en soi. Le choix brutal entre contenir la nouvelle épidémie de Covid-19 et l'ancienne épidémie de violence interpersonnelle masculine est claire : si vous êtes une femme, au moment de la crise sanitaire publique, vous pouvez tout aussi bien être battue dans votre maison.

Ce n'est pas une exagération : en Chine, les ONG de lutte contre les violences domestiques ont signalé une [augmentation des violences domestiques pendant le confinement](#), avec 90% des causes liées à l'épidémie tandis que le soutien aux survivantes a diminué. Cette situation se reflète en Europe, où dans des pays comme la France, l'Italie, et l'Espagne, le nombre de femmes victimes de violences cherchant et ne trouvant pas de soutien a augmenté. Le 28 mars, le Royaume-Uni a fait état de son premier

[féminicide dû au Coronavirus](#) commis par un homme contre sa femme qui était isolée avec lui. Dans cette situation, les femmes migrantes victimes de violences, en particulier, n'auront nulle part où aller, beaucoup d'entre elles craignant de faire appel à la justice, par peur de perdre leur statut légal. À moins qu'il ne soit explicitement précisé que leurs droits ne seront pas révoqués si elles dénoncent leurs agresseurs, les femmes migrantes continueront à rester avec leurs agresseurs où [le risque d'être assassinées](#) est sûrement supérieur à celui de mourir du virus. D'autres peuvent être contraintes à sortir dans les rues où elles seront criminalisées, deviendront la proie de réseaux criminels organisés ou souffriront de malnutrition et d'infections. Tandis que certains États européens tentent de garantir à tous leurs résidents, quel que soit leur statut, un accès aux soins, à une protection et à des indemnités, beaucoup n'ont pas manifesté de telles intentions. Au contraire, certains envisagent de supprimer l'aide médicale aux migrants utilisant le prétexte raciste que [les migrants ont apportés ce « virus étranger » en premier lieu](#).

LES FEMMES DANS LE SECTEUR DES SOINS ET LE SECTEUR DOMESTIQUE

La majorité des emplois dans le domaine des soins, de la santé, du travail domestique et du nettoyage - des secteurs sous-évalués et sous-payés, qui sont les premiers à être touchés par les mesures d'austérité - sont réalisés par des femmes. Ces femmes sont maintenant applaudies aux fenêtres, et à juste titre, par les citoyens enfermés dans leurs appartements. Mais le soutien symbolique par les applaudissements ne changera pas la réalité matérielle de ces femmes. L'Europe continue d'importer de la main d'œuvre bon marché, des travailleuses

migrantes pour beaucoup, venant tant de l'extérieur que de l'intérieur de l'UE.

Avec ou sans pandémie, ces femmes sont forcées de travailler de longues heures dans des conditions précaires. Maintenant, elles ne pourront pas rester à la maison et prendre soin d'elles. Au lieu de cela, elles vont travailler et prendre soin des autres car elles sont la colonne vertébrale d'un système qui sans elles s'effondre.

Beaucoup a déjà été dit par les féministes à propos de la crise du 'Care' que cette épidémie a mis en exergue, mais cette crise est encore plus profonde pour les femmes qui ne disposent pas de protection légale dans ces secteurs. Au début de la crise en Espagne, les associations de travailleuses du secteur domestique et du secteur des soins aux personnes ont dénoncé la situation des travailleurs domestiques vivant chez leur employeur qui leur interdisait de quitter la maison. Contrairement aux employées, elles n'ont pas droit à une assurance ; [leurs conditions de travail sont exemptées d'inspections du travail](#) ; elles ne reçoivent pas de pensions. Ces femmes ne peuvent pas faire du « télétravail ». Peu après, le gouvernement espagnol a annoncé des mesures économiques pour aider la population affectée par le coronavirus. Cependant, il n'y avait pas de réelles mesures concernant les besoins de plus de 630.000 travailleuses domestiques en Espagne dont beaucoup sont sans papiers ou travaillent dans « l'économie grise ». Avec quelques exceptions, d'autres États en Europe sont tout aussi silencieux sur les mesures envisagées pour aider les centaines de milliers de travailleuses domestiques laissées sans revenus. Ces femmes, de même que beaucoup d'autres en situation irrégulière, font maintenant face à un risque extrême d'être poussées dans des situations dangereuses, d'exploitation y compris d'exploitation sexuelle et de continuer à travailler dans des conditions abusives et sans protection.

LES FEMMES DANS LA PROSTITUTION ET LA PORNOGRAPHIE

Si nous n'avons pas encore compris la réalité de la prostitution, il est maintenant temps. Les femmes dans ce système ont un haut risque d'être affectées, par le virus lui-même et toutes les conséquences générées de sa « gestion ». Pour le système prostitutionnel appliquer la « distanciation sociale » signifie littéralement « la fin du commerce », mais qu'est-ce que cela veut dire dans la pratique ?

Les femmes en situation de prostitution sont en contact avec un nombre élevé d'hommes, chacun d'entre eux peut être porteur du virus et beaucoup forcent les femmes à des actes sexuels non protégés. Un exemple illustratif de comment on conseille de se protéger aux femmes dans le commerce du sexe se trouve dans une note publiée par AMMAR, le syndicat argentin pour les « travailleurs du sexe », qui conseille aux femmes de se laver les mains pendant plus de vingt secondes et de rejeter les hommes ayant récemment voyagé à l'étranger ou présentant des symptômes. Si la prostitution était un 'service', une protection hygiénique complète serait offerte aux femmes, incluant masques, surblouses et gants, et les « clients » ne seraient pas autorisés à s'approcher à moins d'un mètre. Les soi-disant mesures sanitaires conseillées par l'industrie cachent la réalité dans laquelle le risque majeur n'est pas le manque de gel hydroalcoolique mais l'acheteur lui-même, avec ce droit à être sexuellement satisfait à n'importe quel prix, et le continuum de la violence masculine qu'il fait endurer aux femmes. Retirer le droit aux femmes de dire non est la base de ce continuum.

Par contraste, des états ont pris des approches différentes. L'Allemagne, les Pays-Bas et la Suisse - les pays avec les plus grands marchés de prostitution

régulés en Europe - ont fermé les bordels et ont imposé des amendes en cas de violation de cette règle. Le COVID-19 a réussi en quelques jours ce que pendant des décennies les activistes féministes ont défendu, à savoir que la satisfaction sexuelle n'est pas une nécessité humaine vitale. Même les pays les plus réglementaristes sont clairs : les hommes peuvent se passer d'une industrie qui satisfasse leurs « besoins ».

Cependant, rien n'est aussi simple aujourd'hui dans un système d'exploitation sexuelle globalisé. Comme c'est le cas dans chaque marché de la prostitution dans l'UE, ce sont majoritairement des femmes migrantes - venant de l'extérieur ou de l'intérieur de l'UE - qui, soit par la force soit par manque de choix économique, en font partie. La plupart d'entre elles sont contrôlées par des proxénètes, à distance ou sur place ; l'écrasante majorité, même dans les états qui ont une prostitution régularisée, n'est pas enregistrée en tant « qu'employée », et n'a pas accès aux soins de santé, à la sécurité sociale, à l'aide sociale ou aux bénéfices sociaux. Avec la fermeture du commerce, ces femmes ont tout à perdre, à moins que l'État ne leur apporte un soutien immédiat et à long terme pour ne pas continuer à faire des « choix » encore plus dangereux que ceux qu'elles avaient déjà fait. Si on ne tient pas pour responsables les proxénètes et les acheteurs de sexe pour avoir poussé, contraint et exploité les femmes dans la prostitution et, sans aide matérielle pour que les femmes puissent en sortir, les interdictions générales du commerce du sexe nuiront inévitablement à celles qui en sont déjà les victimes.

Pour aggraver les choses, un effet collatéral à la fermeture des établissements est l'augmentation du commerce de la pornographie qui a rapidement saisi l'occasion de tirer parti de la misère des femmes. Pornhub - le

plus grand dépositaire en ligne d'enregistrements de femmes abusées sexuellement est actuellement confronté à de [graves allégations de trafic](#) - a lancé des [offres « philanthropiques »](#) pour les hommes - un accès gratuit aux services premium de Pornhub. Comme de nombreux commerces se sont déplacés en ligne, dans le contexte de la prostitution, cela signifie que les femmes qui traitaient auparavant avec des hommes violents dans de véritables bordels traiteront désormais avec eux dans des bordels virtuels. Et comme les acheteurs de sexe enfermés à la maison ne changeront probablement pas leur comportement - au contraire, l'impact psychologique de l'isolement risque de l'aggraver - une offre avec le double de femmes sera nécessaire pour répondre à la demande. Ces femmes proviendront des milieux les plus défavorisés - ce seront des mères célibataires, des chômeuses, des étudiantes sans revenus, des migrantes et des réfugiées.

LA SANTÉ DES FEMMES ET LA REDÉCOUVERTE DU SEXE

Il est maintenant établi que le COVID-19 [tue plus d'hommes que de femmes](#). Certains disent que ceci est lié à notre système immunitaire, aux hormones féminines et à un mode de vie plus sain que les hommes. L'Organisation Mondiale de la Santé parle d'« [avantage biologique inhérent à la femme](#) » et d'autres scientifiques affirment que « [les femmes ont un avantage immunologique majeur sur les hommes](#) » en raison de notre chromosome X double. Cependant, il n'y a pas de réponse claire. À la base de cette incertitude se trouve le fait que nos systèmes - non seulement médicaux, mais n'importe quel système - ne ventilent pas les données par sexe et ne répondent pas aux besoins de deux groupes distincts, les femmes et les hommes. Au lieu de cela, les

hommes sont considérés par défaut. Caroline Criado Perez l'a clairement expliqué dans son récent livre « [Femmes Invisibles : Exposition de données biaisées dans un monde fait pour les hommes](#) ».

Pour aggraver les choses, dans les données déjà rares sur les femmes, le concept désormais à la mode « genre » est venu remplacer « sexe », faisant ainsi d'une caractéristique humaine immuable une question d' « identité ». Mais nos corps sexués ne peuvent pas être réduits à une identification personnelle et cette crise mondiale a mis en évidence cette vérité inoffensive. Sous la pression du Covid-19, certaines cliniques ont finalement admis que la maternité de substitution - une exploitation reproductive à laquelle seules les femmes sont soumises - a un impact nocif grave sur la santé car les « mères porteuses » reçoivent des [injections de médicaments immunosuppresseurs](#) les rendant incapables de faire face au virus. D'autres, où « l'autodétermination » du sexe était devenue une pratique, ont réalisé qu'un enregistrement correct de notre sexe est plus important que nos sentiments à ce sujet. Après tout, le sexe n'a jamais été une construction « assignée » de manière aléatoire par des médecins insouciants ; il est observé à la naissance et peut faire une différence de vie ou de mort.

Cependant, la question de la santé ne concerne pas seulement les personnes les plus vulnérables aux formes graves de COVID-19. Bien que le sexe féminin se soit avéré plus résistant, il y a toute une série de conséquences sur la santé auxquelles les femmes devront faire face pendant cette crise. Des infirmières et des femmes de ménage dont la santé est menacée par manque de protection suffisante, à la santé des femmes devant subir les mauvais traitements à la maison, à la santé mentale des mères qui doivent assumer le plus souvent la scolarisation à domicile des enfants - la santé des femmes en tant que

groupe subira les conséquences de cette crise. Et bien que des plaisanteries circulent sur le fait que neuf mois après le confinement, nous devrions nous attendre à une nouvelle génération de baby-boomers, la réalité est que dans de nombreux États de l'UE, les services liés à l'avortement sont considérés comme « non essentiels » et les femmes ont du mal à accéder à la contraception. Nous pourrions en effet avoir beaucoup de nouveau-nés dans neuf mois, mais est-ce le résultat des choix reproductifs des femmes ou de leur absence ?

Dans les « pays en développement », en particulier ceux qui souffrent de pénuries alimentaires ou qui accueillent le plus grand nombre de réfugiés au monde, la question de la santé des femmes est encore plus radicale : sous la quarantaine, avec la fermeture des secteurs de l'économie et des familles incapables de stocker de la nourriture, quel impact cela aurait-il sur la santé des filles et des femmes compte tenu de la malnutrition déjà largement répandue chez les filles ? Comment les communautés réagiront-elles à la nouvelle que le virus est plus mortel pour les hommes compte tenu des avortements sélectifs selon le sexe déjà très répandus et des taux de féminicide ?

C'EST DANS LE NOM : LA PANDÉMIE EST GLOBALE

Si vous pensez que nous avons du mal en Europe, pensez à comment cela doit être dans les favelas au Brésil lorsque l'épidémie les frappe. Pensez aux régions Dalit en Inde. Pensez aux bidonvilles du Kenya.

Lorsque Bill Gates a prononcé son [Ted Talk 2015](#) exhortant à se préparer à une pandémie, il n'a pas appliqué cette logique à ses propres actions philanthropiques. S'il l'avait fait, il n'aurait

sûrement pas investi des millions dans la [distribution de préservatifs dans les quartiers chauds de l'Inde](#), où les filles naissent de mères prostituées pour être elles-mêmes prostituées à l'âge de huit ans. Il aurait plutôt investi pour sortir ces femmes des bidonvilles et créer des conditions sociales qui décourageraient le comportement des hommes visitant ces bidonvilles. Et voilà où la manière de « faire le bien » capitaliste patriarcale nous a mené : malgré toutes les ressources et technologies disponibles, le monde occidental concentré sur la génération de profits, n'a pas réussi à investir dans les structures qui nous permettraient d'affronter ou d'empêcher, une épidémie comme celle-ci.

La relation inégale entre les Pays du Nord et les Pays du Sud semble également plus forte que jamais dans la gestion de cette pandémie, qui affecte déjà les économies d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Alors que tout le monde amène Ebola dans les conversations, n'oublions pas que l'épidémie d'Ébola était perçue en Europe comme quelque chose qui était « loin de nous ». Elle n'a pas ébranlé le système social, économique et politique mondial, laissant le continent africain seul face à la crise.

Bien que « les Pays du Sud » prennent des mesures préventives pour contenir le COVID-19, plusieurs pays en paient déjà le prix fort, à commencer par les régimes autoritaires qui tirent parti de la situation, en lançant des campagnes politiques dures, en détenant et torturant des dissidents, tandis que le monde est trop occupé à s'occuper de la pandémie. Pour aggraver les choses, quand les médias, les groupes de réflexion et les OSC font une analyse des pays du Sud, elle se concentre principalement sur l'impact économique, sans mentionner l'impact sur la vie des femmes et des jeunes filles.

Cela signifie que dans les pays où les violences domestiques ne sont toujours pas prises au sérieux, elles augmenteront de manière inaperçue pendant le confinement ou la quarantaine. La violence masculine aura des conséquences dans la stabilité politique de pays qui sortent à peine de conflits et de guerres et inévitablement, sur les femmes et jeunes filles. Là où les droits économiques et les droits à la propriété des femmes sont faibles et là où le salaire des femmes, y compris veuves, mères célibataires et étudiantes, est celui obtenu quotidiennement en dehors des économies formelles, des millions de femmes seront poussées de la pauvreté vers l'extrême pauvreté. Il n'y aura aucune mesure pour les femmes travaillant dans les secteurs domestiques et des soins, beaucoup d'entre elles vivant déjà dans des conditions proches de l'esclavage.

Comme Simone de Beauvoir l'a dit, « N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant », et elle avait raison. La conséquence à grande échelle de cette pandémie que nous devons être prêtes à affronter n'est pas seulement la crise économique. Nous devons être prêtes à affronter le retour en arrière des droits des femmes - toutes les femmes globalement - à une période antérieure à la CEDAW.

La pandémie a monopolisé l'attention du monde, avec le risque réel que la majorité des problèmes des femmes soient oubliés. Féminicide, mutilation génitale, mariage forcé, viol sont juste quelques violations qui risquent de sombrer dans le silence. Toutes seront amplifiées dans les camps de réfugiés et les camps de personnes déplacées partout dans le monde. Les droits économiques des femmes risquent de devenir « secondaires », tandis que de plus en plus de femmes chercheront à

sortir de ces zones dévastées, risquant de devenir des proies entre les mains de trafiquants et d'exploitants.

UNE FENÊTRE D'OPPORTUNITÉS : RÊVE, SŒURS, ET COMBAT !

Certains disent, « nous retournerons à la normalité quand la crise sera terminée », mais pour beaucoup d'entre nous, il n'y avait jamais eu de 'normalité'. La normalité n'existait pas pour la plupart des femmes en Europe en dépit du fait que la nouvelle Présidente de la Commission Européenne soit une femme. Elle n'existait pas pour la majorité des migrantes et réfugiées. Elle n'existait pas pour la majorité des mères, des personnes âgées, des travailleuses. Il n'y a jamais eu de « normalité » pour les femmes dans la prostitution.

Le temps est venu de l'admettre. Le temps est venu de se demander à quoi cette « normalité » devrait ressembler, à partir d'une perspective féministe globale.

Si certaines d'entre nous n'ont toujours pas compris que nous vivons dans un monde globalisé, l'amplitude de cette crise devrait les convaincre. Si le COVID-19 peut se propager globalement, les idéologies et les mouvements le peuvent aussi ; négatifs et positifs ; destructeurs mais également transformateurs.

La pandémie globale a ouvert une fenêtre à certains qui, bénéficiant de la confusion du monde, évitent l'exposition et la pression pour les violences qu'ils commettent chaque jour contre les femmes et jeunes filles. Mais elle a aussi ouvert une fenêtre pour réévaluer nos priorités en tant que société et voir clairement ce qui rapporte des avantages à quelques-uns, en opposition à la prospérité de la majorité. Pour nous - féministes activistes et alliées - elle a ouvert une fenêtre pour repenser un

monde libre de la violence des hommes, de l'objectification sexuelle des femmes et des jeunes filles, de la corruption patriarcale au sein des institutions et de l'exploitation globale. Un monde dans lequel nous ne devrions pas être empêchées de faire entendre notre voix pour la libération des femmes activistes en Arabie Saoudite, d'appeler les gouvernements à mettre fin au système prostitutionnel, d'exiger que les droits du personnel du secteur domestique et des soins soient respectés en tant que droits des travailleuses.

Il est venu le temps d'être courageuses et unies, en tant que femmes du monde, qui demandent que les droits humains des femmes, que leur mise en œuvre dans une perspective féministe, que les cadres internationaux tels que la [CEDAW](#) et la [Déclaration de Beijing](#) pour laquelle nos mères et nos grand-mères à travers le monde se sont durement battues, soient placés fermement au centre de l'agenda politique global, à commencer par notre maison, l'Europe.